

Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 22 - 24 mai 1996

PROJETS DE  
DEVELOPPEMENT  
SOU MIS A  
L'APPROBATION DU  
CONSEIL  
D'ADMINISTRATION

Point 5 a) de l'ordre  
du jour

**F**

Distribution: GENERALE  
WFP/EB.2/96/5-A/Add.4  
16 avril 1996  
ORIGINAL: ANGLAIS

## PROJET CUBA 5686

(No. WIS CUB 0568600)

### Amélioration de la production agricole pour renforcer la sécurité alimentaire dans la province de Granma

Durée du projet	Trois ans
Coût total pour le PAM	17 196 858 dollars
Coût total pour le gouvernement	27 740 000 pesos cubains

Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des Etats-Unis. En février 1996, un dollar équivalait à 1,0 peso cubain, au taux de change officiel des Nations Unies.

Pour des informations statistiques détaillées, prière de consulter le profil de Cuba, établi par le PAM, qui est disponible sur demande.

#### RESUME<sup>1</sup>

Le projet vise à renforcer la sécurité alimentaire en accroissant sensiblement la production agricole vivrière sur 111 415 hectares, dans six municipalités de la province de Granma. Quelque 17 500 ménages d'agriculteurs (90 000 personnes) participeront directement au projet. L'eau sera rendue plus facilement disponible, dans cette province d'agriculture en sec, par l'amélioration des infrastructures d'irrigation et de drainage sur 7 250 hectares. Des ensembles intégrés d'appui à un agro-sylvo-pastoralisme à faible coefficient d'intrants et avec recyclage des matières organiques seront introduits dans le cadre de stages à l'intention des agriculteurs, dans toutes les municipalités, dès la phase initiale. Une action consécutive sera assurée par des équipes techniques provinciales, qui participeront à la mise en oeuvre du projet, et qui appuieront l'adoption de ces nouvelles pratiques. Les agriculteurs et les membres des coopératives auront accès au crédit pour se procurer les intrants agricoles nécessaires. Le fonds de crédit proviendra de la monétisation des produits alimentaires du PAM, à leur valeur c.a.f, et d'une contribution du gouvernement, à concurrence de 35 pour cent, en monnaie convertible.

<sup>1</sup> Une étude avait été demandée par l'ancien directeur de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNIRISD) afin de déterminer si Cuba pouvait être classée parmi les pays à faible revenu et à déficit alimentaire (PFRDA). Les deux principales caractéristiques de ces pays, selon les critères de la FAO, sont les suivantes: a) PNB par habitant inférieur à 1 345 dollars en 1994; et b) bilan net des échanges céréaliers, en moyenne sur les cinq dernières années. La FAO n'a pas inscrit Cuba sur sa liste des PFRDA car elle ne prend en compte que les pays classés par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) comme susceptibles de recevoir une aide à des conditions de faveur sous forme de prêts de l'Association internationale de développement (IDA). Seuls les pays qui sont membres du FMI sont admis à bénéficier de ces prêts. Cuba ne figure pas sur la liste car elle n'est membre ni de la BIRD, ni du FMI. Depuis les années 80, la consommation alimentaire à Cuba est assurée à concurrence de 50 pour cent par des importations. La consommation, depuis 1989, a chuté de 3 000 à 2 000 kilocalories par personne et par jour. Le revenu par habitant, selon le Rapport économique publié en août 1995 par la Banque nationale de Cuba, est de 1174 pesos. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a estimé le PIB par habitant à 1 261 dollars en 1994. Cette même année, les rapports du Service d'information de "The Economist" établissaient cette valeur à 1 164 dollars. Si l'on estime que le PIB et le PNB évoluent de manière analogue à Cuba, tous les chiffres sont inférieurs au seuil de 1 345 dollars. Par conséquent, le PAM est convenu de traiter Cuba "comme si" elle était un PFRDA, conformément à son mandat de veiller à ce que 90 pour cent de son aide alimentaire soient dirigés vers les pays les moins avancés (PMA) et les PFRDA. Cette situation sera régulièrement réexaminée.

## NOTE A L'INTENTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. Le présent document contient des recommandations présentées au Conseil d'administration pour examen et approbation.
2. Conformément aux décisions prises par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire sur les méthodes de travail, les documents établis par le Secrétariat à l'intention du Conseil ont été rédigés dans un souci de concision et axés sur la prise de décisions. Les réunions du Conseil d'administration doivent prendre un tour pragmatique et favoriser le dialogue et les échanges entre les délégations et le Secrétariat. Celui-ci poursuivra les efforts déployés pour faciliter la mise en oeuvre de ces principes directeurs.
3. Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui souhaitent poser des questions d'ordre technique sur ce document à contacter directement les fonctionnaires mentionnés ci-après, de préférence quelque temps avant la session du Conseil. Cette procédure vise à faciliter l'examen du document en session plénière.
4. Les fonctionnaires du PAM qui traitent ce document sont les suivants:

Directeur régional:	F. Roque Castro	tél.: 5228-2217
Chargé des opérations:	J. Conway	tél.: 5228-2308
5. Pour toute question concernant la distribution des documents présentés au Conseil d'administration, veuillez contacter l'employé chargé de la documentation (tél.: 5228-2641).

---

## ANALYSE DES PROBLEMES

1. Divers facteurs économiques, et notamment la défection des partenaires économiques traditionnels de Cuba du fait des événements survenus en ex-URSS et en Europe orientale en 1989, ont réduit les recettes extérieures du pays de 8 100 à 1 700 millions de dollars en 1993; sur ce montant, 750 millions de dollars sont réservés à l'achat de produits pétroliers, et 440 millions de dollars à l'achat de denrées de base.
2. La moitié de la superficie cultivable a longtemps été occupée par des cultures d'exportation, tandis que 57 pour cent de la consommation énergétique et protéique venaient de produits alimentaires importés. La stratégie d'exportation de Cuba n'a pas donné les résultats attendus, les cours mondiaux du sucre étant restés déprimés; en 1993/94, la récolte de sucre est tombée à la moitié de son niveau de 1989. Le pays ne dispose plus de fonds en monnaie convertible pour acheter les volumes importants de produits vivriers de base dont il aurait besoin, ou pour financer une agriculture à forte intensité de capital. Cette situation a engendré l'insécurité alimentaire, qui s'aggrave.
3. Pour remédier à ces problèmes, Cuba a entamé un processus de transformation de son agriculture, avec notamment les mesures suivantes: a) conversion des exploitations d'Etat en coopératives contrôlées par leurs membres, appelées unités de base de production coopérative (UBPC); b) ouverture de mécanismes expérimentaux de marché pour la vente des produits agricoles; c) droits d'usufruit sur les terres nouvellement mises en culture pour ceux qui les exploitent; d) introduction de systèmes agricoles à faible coefficient d'intrants et respectueux de l'environnement. Ces mesures prendront du temps pour produire tous leurs effets, et dans l'intervalle le gouvernement a besoin d'une assistance pour promouvoir l'adoption des nouvelles techniques de production vivrière et rétablir la productivité dans cette branche de l'agriculture, en particulier dans des zones comme la province de Granma, qui autrefois produisait la majeure partie des vivres consommés dans la région de l'Est.
4. La province de Granma compte 820 548 habitants sur 8 362 kilomètres carrés et a été identifiée par le PAM comme zone essentiellement agricole, capable de s'approvisionner elle-même, et les provinces voisines de Holguin et Santiago de Cuba, en légumes, haricots, maïs, tubercules, lait et viande. La production de Granma a chuté de près de 50 pour cent depuis 1989 faute d'intrants (semences, engrais et pesticides) et de carburant ou de pièces détachées pour utiliser le matériel agricole.
5. Le revenu par habitant dans la province est parmi le plus bas du pays. Les gens y sont uniformément pauvres, et n'ont aucune sécurité alimentaire. Les statistiques révèlent une faible variation, de  $\pm 10$  pour cent, du revenu annuel par habitant, qui s'établit autour de 657 pesos cubains. Seul un petit nombre d'agriculteurs a accès au crédit. Le chômage déguisé et le sous-emploi sévissent. Il est nécessaire de diffuser de nouvelles techniques agricoles, et de rendre accessibles le crédit, ainsi que l'outillage, les savoir-faire et la formation. L'irrigation est inefficace. Il est par ailleurs besoin de renforcer les réseaux de drainage pour prévenir la salinisation des sols. La moitié seulement de la population rurale a accès à l'eau potable. Les adductions d'eau et les puits doivent être remis en état. L'eau est dans bien des cas transportée par citernes jusqu'aux fermes isolées.



6. Le système cubain de rationnement, qui devrait servir de filet de sécurité sociale et a vocation d'assurer la sécurité alimentaire, n'est pas en mesure de fournir tous les mois des rations complètes. La sécurité alimentaire, dépendante des importations, est précaire à tous les échelons, municipal, provincial et régional.

## **Aide antérieure du PAM**

7. Depuis 1985, le PAM est intervenu à Cuba exclusivement dans le secteur de la production laitière. Les projets Cuba 2702 et 2702 (Elarg.1) ont été exécutés dans le Camaguey de 1985 à 1992, leur coût pour le PAM s'étant élevé à 68,1 millions de dollars. Dans la province de Las Tunas, le PAM a appuyé le projet Cuba 4391 entre juillet 1992 et juin 1996, le coût pour le Programme ayant été de 23,6 millions de dollars. Le Gouvernement cubain reconnaît le caractère positif des interventions passées, et l'avantage relatif qu'offre la possibilité d'utiliser les ressources du PAM pour accorder des crédits qui favoriseront l'accroissement de la production vivrière.
8. L'expérience a montré que l'organisme cubain de contrepartie, le Ministère de l'agriculture (MINAG), a honoré ses engagements financiers et a mis à la disposition des projets le contingent de personnel prévu, et a atteint les objectifs de production entendus, malgré une conjoncture difficile. Sur les 23 millions de pesos cubains disponibles, 22 ont été prêtés aux bénéficiaires des projets par le truchement de la Banque nationale de Cuba (BNC) dans la région de Las Tunas, jusqu'au début de 1996. Ces chiffres montrent bien combien la demande de crédit est forte. Fin 1995, 8,3 millions de pesos cubains (prêts de courte durée) avaient été remboursés, le solde de 13,7 millions de pesos cubains de prêts de moyenne ou longue durée n'étant pas encore échu. La production laitière de Las Tunas est passée de 19 millions de litres en 1991 à 29,5 millions de litres en 1995, dont 2,5 millions de litres ont été consommés sur les exploitations. La production laitière des coopératives de production agricole (CPA) a atteint 3,4 millions de litres, et celle des coopératives de services (CCS), privées, 10,6 millions de litres en 1995. Ces accroissements sont presque exclusivement imputables au projet 4391. Le projet laitier de Las Tunas a démontré que les agriculteurs avaient besoin d'une assistance pour mettre en place des activités de production complémentaires, par exemple de cultures vivrières et de foresterie, et pour adopter une démarche plus intégrée.

---

## **OBJECTIFS ET RESULTATS ESCOMPTEES DU PROJET**

### **Objectifs à long terme**

9. Le projet vise à appuyer la politique agricole cubaine pour renforcer la sécurité alimentaire en encourageant la production et les disponibilités de denrées vivrières dans la province de Granma.



## Objectifs immédiats

Pendant la durée du projet, en prenant pour référence les niveaux de production de 1994, et dans les zones ciblées, les activités viseront à accroître certaines productions, comme suit:

- a) légumes, plantes racines et tubercules (yucca et patate douce);
  - b) maïs et haricots;
  - c) lait;
  - d) viande.
10. Ces objectifs de production sont conformes au mandat du PAM, à savoir contribuer à renforcer les moyens de production et promouvoir l'autodépendance, ce dans l'une des provinces les plus pauvres de Cuba. La monétisation en vue du crédit a fait ses preuves dans d'autres projets, à Cuba, et elle représente un mécanisme adéquat pour stimuler les agriculteurs dans leurs activités productives. Le principe de la rémunération alimentaire du travail n'est pas applicable à Cuba, pour des motifs qui remontent à l'époque coloniale.

## Résultats escomptés, 1994/5-1999 (voir les objectifs cibles à l'Annexe II)

- a) Accroissement de la production de légumes de 100 pour cent;
- b) accroissement de la production de racines et tubercules de 160 pour cent;
- c) accroissement de la production de maïs de 200 pour cent et de haricots de 60 pour cent;
- d) accroissement de la production de lait de 62 pour cent;
- e) accroissement de la production de viande de 50 pour cent;
- f) prêts aux agriculteurs pour la production de légumes, racines et tubercules, haricots, maïs, lait et viande selon divers indicateurs (voir Annexe III).

---

## ROLE ET MODALITES DE L'AIDE ALIMENTAIRE

11. L'aide alimentaire est un outil de développement pour les agriculteurs. Le PAM apporte cette aide en tant que dotation à titre libéral pour appuyer le crédit agricole. Cette dotation permet ainsi à Cuba d'obtenir des accroissements rapides de la production vivrière, le crédit engendrant des gains rapides de productivité.



## Apports de produits et modalités de l'aide alimentaire

12. Le PAM fournira des matières grasses, du lait écrémé en poudre, du beurre émulsionné, du blé et du riz, qui seront livrés au port de La Havane et seront monétisés à leur valeur c.a.f. par les soins du Ministère des industries alimentaires (MINAL) et des organes qui lui sont affiliés, pour constituer un fonds de crédit. Le taux de change officiel des Nations Unies le jour de l'arrivée du navire sera retenu pour la comptabilité. Le MINAG mettra à la disposition des bénéficiaires du projet, à crédit, des intrants importés d'intérêt vital, comme de l'outillage, des engrais et des matériaux de construction, ainsi que des fonds additionnels en monnaie convertible, à concurrence de 35 pour cent de la valeur des produits du PAM. Tous les fonds générés par la monétisation des produits seront déposés sur un compte spécial porteur d'intérêts au plus tard 60 jours après réception du rapport de surveillance confirmant les quantités indiquées sur le connaissance, pour chacun des navires.
13. Les produits alimentaires seront distribués aux enfants âgés de moins de six ans, aux femmes enceintes, aux malades et aux vieillards, titulaires d'une carte de rationnement. La ration s'établit à six livres de riz et 80 grammes de pain par jour, entre autres articles. Les enfants de moins de six ans recevront un litre de lait par jour. Les cinq produits qui composent l'assortiment du PAM sont conformes aux besoins et aux droits des groupes vulnérables visés. Le MINAL et le Ministère du commerce intérieur (MINCIN) réceptionneront les produits du PAM et en faciliteront la transformation et la distribution.

---

## STRATEGIE DE PROJET

### Participation communautaire

14. Le projet renforcera les organisations d'agriculteurs et les processus décisionnels de ces derniers. Les agriculteurs, individuellement et au sein de leurs coopératives, définiront leurs besoins et les systèmes d'exploitation agricole qu'ils envisagent, et leurs demandes de crédit seront fondées sur ces décisions. L'Association des petits agriculteurs (ANAP) et l'Association des femmes cubaines (FMC) coopéreront à l'exécution du projet par des actions de sensibilisation, sur la base de quoi les agriculteurs décideront de participer ou non au projet, et dans quelle proportion. La formation nécessaire pour faciliter ce processus recevra une place importante dans le programme de travail, notamment la première année. La priorité absolue ira à la formation de femmes aux fonctions de gestionnaires financiers des coopératives et d'agents de crédit rural pour le compte de la BNC.



## Crédit

15. **Conditions requises.** Toutes les familles agricoles pourront bénéficier du crédit. Une personne privée ou une coopérative (UBPC, CPA, CCS) pourra obtenir un prêt à condition qu'elle n'ait pas de dette importante en cours, ou d'emprunt auprès d'un autre organisme financier. Les demandes de crédit devront être étayées par un plan d'investissement ou de production élaboré conjointement avec les agents de projets et les agents de vulgarisation de la BNC. Ces plans tiendront compte de la disponibilité des intrants ou facteurs nécessaires pour les mettre en oeuvre. Les crédits seront remboursables à tempérament, sur les ventes des produits. Les prêts à la production ne pourront excéder 80 pour cent de la valeur estimative de la récolte. Des recommandations formulées par les agents de projet, le vulgarisateur de la Banque et les autorités de la coopérative devront être jointes à la demande qui parviendra à la BNC.
  
16. **Durée, intérêts et assurance.** La BNC prévoit des prêts soit à court terme (un an) pour la production, soit à long terme (deux à 10 ans) pour les investissements. Des prêts sur cinq ans sont prévus pour: a) l'amélioration des sols; b) la mise en valeur des pâturages et herbages; c) les véhicules; d) les animaux de trait ou de bât, comme les boeufs et les ânes. Des prêts sur dix ans seront consentis pour: a) les bovins; b) les installations d'élevage bovin; c) les autres biens d'équipement d'infrastructure; d) les réseaux d'irrigation et le matériel connexe; e) les tracteurs et autres biens d'équipement. En outre, des prêts sur 15 ans sont prévus pour l'amélioration des habitations. Dans certains cas particuliers, le directeur d'agence de la BNC pourra rééchelonner les remboursements, sur trois années supplémentaires, et accorder des délais de grâce pour les achats de cheptel bovin. Les biens et les services concernés par les prêts seront payés par chèque certifié de la Banque directement aux fournisseurs, sur présentation des factures à la Banque par le bénéficiaire. Les UBPC et les CPA paieront des intérêts de quatre pour cent par an, et les CCS et agriculteurs privés de six pour cent. Le taux inférieur demandé aux UBPC est censé les aider à opérer la transition du statut de fermes d'Etat à celui de coopératives. Les titres fonciers et les habitations ne seront pas acceptés en nantissement des prêts. Une assurance devra être souscrite par tous les agriculteurs et les coopératives pour couvrir les risques de production. En cas de catastrophe naturelle le Gouvernement de Cuba, par le biais de ce fonds d'assurance, remboursera à la BNC les montants perdus par les agriculteurs ou les coopératives. Les taux d'intérêt subventionnés ont pour objet de traduire la priorité accordée désormais au secteur de la production agricole privée ou coopérative, et feront l'objet de révisions périodiques.
  
17. **Formation au crédit.** Tous les candidats au crédit dans le cadre du projet recevront une formation à la comptabilité agricole, et notamment aux méthodes permettant de rationaliser la comptabilité des exploitations et de bonne utilisation du crédit. Ces formations se feront au centre de formation coopérative de Granma et dans les salles de réunion de chacune des municipalités. Les ONG spécialisées dans la formation coopérative et des techniciens de l'OIT prendront part à la formation de formateurs. Priorité sera donnée à la formation de femmes à la gestion des comptes des exploitations agricoles coopératives.
  
18. **Capacités de la BNC.** La BNC est la seule banque cubaine qui dispose d'agences à l'échelon municipal et soit dotée d'une structure de crédit agricole et coopératif. Elle sera donc le principal agent d'exécution pour le compte du gouvernement. Chaque agence municipale compte six préposés au crédit agricole. Ils rendent visite à tous les candidats



au crédit, en établissent une fiche initiale. Les préposés seront formés tout spécialement à la gestion des prêts agricoles et à l'établissement du budget des exploitations, pour renforcer leurs compétences et améliorer leurs techniques. Ils seront aussi formés au suivi et au contrôle du crédit. Chacun des cas sera traité individuellement, ou à l'échelon de la coopérative, au même titre que le lot d'intrants sera adapté aux besoins et aux demandes. Quatre des six agences concernées sont déjà informatisées. Les deux autres le seront avant la fin de 1996. Le projet assurera des formations complémentaires à la gestion du crédit pour les agents municipaux de vulgarisation du crédit.

19. **Gestion électronique des opérations bancaires.** Un compte national unique permettra au projet de gagner six pour cent sur l'ensemble des fonds en dépôt, y compris les remboursements faits par les agriculteurs aux six agences municipales. Aucune commission ne sera perçue par la BNC pour ce qui concerne le compte du projet, mais une commission forfaitaire de cinq pesos cubains sera perçue sur le compte bancaire de chaque emprunteur. Les services fournis par les agents de la BNC seront considérés comme un élément de la contribution de contrepartie du gouvernement au projet.
  
20. **Remboursement.** Les remboursements seront faits à la Banque directement par les offices provinciaux de commercialisation, auxquels les agriculteurs remettent les fractions de la récolte dont il a été convenu qu'elles sont destinées à la commercialisation. Les agriculteurs souscrivent un contrat annuel qui précise les quantités. Le lait est commercialisé exclusivement par les laiteries centrales, qui versent un prix fixe stimulant. La viande est commercialisée de même par des offices de commercialisation. Une certaine quantité de légumes peut aller directement sur le marché libre. Les autres productions légumières, comme tubercules, maïs et haricots, sont soumises à un régime de contingents. En fonction de leur plan de travail annuel, les agriculteurs négocient la quantité à vendre aux offices de commercialisation, qui atteint souvent 80 pour cent de leur récolte. Les offices alimentent à leur tour le système national de rationnement. Les volumes en excès des quantités négociées peuvent être vendus sur le marché libre, qui a progressé globalement de 50 pour cent par an depuis son ouverture en 1993.
  
21. **Formation aux prestations agricoles intégrées.** Le Gouvernement cubain financera la formation. Une assistance technique extérieure sera fournie. Les activités de la première année se caractériseront comme suit: a) mise en place de la participation communautaire, au moyen de discussions avec les agriculteurs et d'évaluations de leurs besoins; b) définition de modèles et de prestations types praticables et intégrées pour l'utilisation des terres; et c) recherche de la rationalité micro-économique dans l'utilisation du crédit. Les formations seront dispensées dans les stations agricoles expérimentales où les nouveaux lots techniques ont été élaborés. Cinq groupes prioritaires seront visés par l'action de formation:
  - a) **Agriculteurs:** (357 personnes; une par coopérative et 100 indépendants) dont les terres serviront de parcelles de démonstration. Ils seront ensuite les "formateurs" d'autres agriculteurs. Des prestations intégrées seront adaptées aux besoins de chacun, et la rentabilité économique durable du travail agricole sera analysée et calculée à l'occasion des sessions de formation.
  
  - b) **Vulgarisateurs du MINAG:** (18 personnes; trois par municipalité) coordonneront les divers lots de pratiques à faible coefficient d'intrants en les adaptant aux types de sols et aux besoins des agriculteurs.



- c) **Personnel de gestion du projet:** (34 personnes; 10 à l'échelon provincial et quatre, y compris trois vulgarisateurs agricoles, à chacun des niveaux municipaux) seront formés à l'adaptation des lots de services agricoles et de crédit aux spécificités du système d'utilisation des terres.
  - d) **Agents de crédit de la BNC:** (36 personnes; six dans chaque municipalité) seront formés à la sélection des bénéficiaires du crédit et à l'utilisation de celui-ci. L'accent portera sur la rationalité économique et faisabilité du système d'utilisation des terres envisagé.
  - e) **Gestionnaires financiers des coopératives:** (357 personnes; un membre de chacune des 257 coopératives et un échantillon de 100 agriculteurs indépendants) seront formés aux principes de la comptabilité des exploitations agricoles, à l'analyse coûts/avantages et à la rentabilité économique des micro-entreprises.
22. **Assistance technique:** elle sera apportée dès avant le début de la formation pour assurer la faisabilité technique et élaborer les modules de formation appropriés pour la zone de projet. Elle fonctionnera comme suit: a) discussions avec les agriculteurs; b) analyse de la formation telle que pratiquée jusqu'ici à Cuba; c) modules utilisés dans d'autres pays. L'assistance technique spécifiera des méthodes pratiques de transfert des techniques expérimentales aux agriculteurs. Le directeur provincial de projet coordonnera l'assistance technique. Avant le lancement du projet, une dotation du Programme de coopération technique (PCT) de la FAO ou du Fonds néerlandais d'amélioration de la qualité (PAM/DQIF) permettra de s'assurer les services d'experts suivants:
- a) **Spécialiste de la vulgarisation.** Chargé d'établir le plan de vulgarisation qui associera les stations agricoles expérimentales et les résultats qu'elles obtiendront aux exploitations des agriculteurs, par le biais des agents municipaux de vulgarisation qui seront formés dans les stations expérimentales;
  - b) **Spécialiste du crédit agricole.** Spécialiste de la FAO ou de l'OIT, qui examinera et aménagera les lots de crédit agricole proposés aux différents types d'agriculteurs et concevra les modules de formation destinés aux agents de crédit agricole de la BNC et aux gestionnaires financiers des coopératives;
  - c) **Spécialiste des pratiques agro-sylvo-pastorales.** Examinera et définira les ensembles techniques à mettre en place pour accroître la production de produits de base dans la zone. Les solutions envisagées prévoiront différentes combinaisons: alternance cultures/pâturage, agroforesterie, agriculture avec recyclage des matières organiques à faible apport d'intrants, lutte intégrée contre les ravageurs, cultures fourragères, énergie éolienne et irrigation par gravité.
  - d) **Une contribution du PCT de la FAO** est envisagée pour assurer, cinq semaines par an, les services de cinq consultants pour ce qui suit: i) poursuivre le dialogue sur les contenus techniques à l'échelon national; ii) suivre les activités de projet dans leur domaine de spécialité et établir des rapports spéciaux de suivi; iii) former des formateurs (agriculteurs chargés de démonstration) dans leurs domaines de spécialité, à savoir: spécialiste de la gestion des exploitations agricoles; ingénieur agronome/hydraulicien; spécialiste de la production végétale;



spécialiste de la production laitière; et spécialiste des techniques agro-sylvo-pastorales. Les techniques d'évaluation rurale participative et d'évaluation rurale rapide seront largement utilisées.

## **Ordonnancement des activités de projet**

23. Il est apparu que l'eau et l'accès au crédit sont les deux principales contraintes initiales. Le fonds gouvernemental sera investi dans les réseaux hydrauliques tandis que les montants correspondant aux produits du PAM financeront le crédit agricole. La première année des opérations du projet, on commencera par réunir les matériels nécessaires et par adapter et remettre en état les ouvrages d'irrigation et de drainage sous la supervision technique de l'Institut des irrigations et du drainage. L'aménagement hydraulique de 7 250 hectares permettra d'acheminer l'eau vers les champs dans des quantités qui conduiront à doubler ou à tripler l'intensité culturale sur les terres les plus fertiles. Pour abreuver le cheptel, 726 éoliennes viendront équiper les stations d'élevage, réparties sur 50 000 hectares, pour alimenter les points d'eau par pompage. La mobilisation communautaire et les activités de formation, avec conception de micro-projets, seront facilitées par l'Association des petits agriculteurs (ANAP) et seront le principal élément de cette phase. Les candidats à un prêt établiront leur dossier. Les prêts pour les 7 250 hectares commenceront d'être débloqués une fois les aménagements hydrauliques réalisés. Les prêts concernant d'autres terres commenceront plus tôt. La chronologie des opérations sera particulièrement importante. Des calendriers seront joints en annexe aux plans annuels de travail pour établir l'ordre et l'enchaînement des activités.

## **Direction du projet**

24. Un comité national de projet sera chargé de la définition des politiques d'ensemble et de la gestion stratégique du projet à l'échelon central. Le vaste réseau des stations de recherche agricole et de fermes expérimentales du MINAG concourra au projet. Des accords seront conclus par la direction du projet en vue de prestations de services de ces établissements.
25. Une unité spéciale de direction du projet sera établie dans la province de Granma. Elle comptera cinq cadres, nommés à plein temps. Six agents de développement communautaire coordonneront leurs activités dans les six municipalités, avec le concours de trois vulgarisateurs agricoles et de six agents de vulgarisation du crédit, qui assureront la liaison de base avec les agriculteurs, dans chaque municipalité. Une unité de coordination des irrigations et du drainage sera constituée, et sera placée sous l'autorité de l'équipe locale de direction de projet. La responsabilité d'ensemble des aspects opérationnels du projet sera déléguée à l'unité provinciale de direction de projet.



## Retrait progressif

26. Le fonds est conçu pour être "renouvelable", et il forme la base durable du projet. Le MINAG maintiendra le Comité de gestion des prêts du projet et continuera de faire appel aux services de la BNC après l'achèvement du projet du PAM, et garantira le pouvoir d'achat du fonds. Le gouvernement est prêt à poursuivre les négociations en ce qui concerne la dotation en ressources en monnaie convertible avant l'achèvement du projet, mais le besoin s'en réduira progressivement dans le temps.

---

## BENEFICIAIRES ET AVANTAGES

27. **Bénéficiaires au sens large:** Le projet est ouvert à tous les citoyens de la zone visée qui souhaitent entreprendre une activité agricole ou se joindre à une coopérative. Les coopératives sont ouvertes à de nouveaux membres. Les 90 000 bénéficiaires directs représentent 17,3 pour cent de la population totale de la zone du projet. L'équipe d'exécution du projet a mandat de rechercher comme participants les personnes se trouvant dans le plus grand besoin. Ce facteur sera déterminé lors de l'établissement du dossier de prêt de chacun des candidats au crédit. Le projet pourra garantir un prêt à des bénéficiaires qui sans lui ne seraient pas admis à en bénéficier.
28. **Bénéficiaires directs:** 3 993 agriculteurs indépendants pauvres titulaires de droits fonciers et n'appartenant à aucune association coopérative. Ces producteurs détiennent 15 pour cent des terres dans la zone du projet, en exploitations d'une superficie moyenne de quatre hectares. Comme ces producteurs ne sont pas organisés, le projet s'adressera à eux à titre individuel. L'expérience suggère que nombre d'entre eux pourront compter parmi les participants les plus productifs du projet. Les habitants pauvres de la périphérie de villes qui ont besoin d'un prêt pour pouvoir mettre en route une production horticole et l'élevage d'ovins pourront devenir bénéficiaires du projet grâce aux prêts qui leur seront accordés.
29. **4 730 membres de 130 CCS:** ces agriculteurs détiennent six pour cent des terres de la zone du projet, avec des exploitations d'une superficie moyenne de 1,4 hectare. Ils sont titulaires de droits fonciers privés et sont membres de coopératives pour pouvoir bénéficier de services communs et d'économies d'échelle, par exemple pour les tracteurs, la commercialisation, l'outillage, les boeufs et les semences.
30. **1 092 membres de 55 CPA:** ces agriculteurs détiennent huit pour cent des terres, avec des exploitations d'une superficie moyenne de 7,2 hectares par membre. Ce sont des propriétaires qui ont joint leurs forces en propriété collective et sont détenteurs de parts en proportion de leur apport foncier initial. Ils ont une longue expérience de l'activité coopérative.
31. **7 664 membres de 72 UBPC:** ces agriculteurs détiennent en moyenne 10,4 hectares par membre, et occupent 71 pour cent des terres cultivables. Ils étaient travailleurs dans les fermes d'Etat, et sont maintenant détenteurs de parts sociales des coopératives, et titulaires de droits usufruitiers sur les terres qu'ils exploitent. Depuis 1993, 80 pour cent des fermes d'Etat ont été transformés en UBPC. Le défi que relève le projet est de les aider à fonctionner véritablement en coopératives. L'organisation interne des UBPC



prend la forme de petites unités de production associées à des groupes exploitant des superficies réservées pour des productions spécifiques. Des comptes séparés des dépenses et des recettes sont tenus par ces sous-unités.

32. **Bénéficiaires indirects:** la contribution du gouvernement au projet comportera construction de routes, de logements, et travaux d'irrigation et de drainage. Les nouvelles activités créeront des emplois additionnels pour les chômeurs et les personnes sous-employées. Jusqu'à 5 000 nouveaux emplois, agricoles ou non, seront ainsi créés, en association avec l'agriculture, l'irrigation, l'élevage et les activités connexes. La population des provinces de Granma, Santiago de Cuba et de Holguin bénéficiera d'une sécurité alimentaire accrue et du recul des besoins d'importation. Les membres des groupes vulnérables qui recevront des rations alimentaires provenant des produits du PAM compteront aussi parmi les bénéficiaires indirects.

## Effets escomptés du projet sur les femmes

33. Des statistiques ventilées par sexe seront établies avant le début du projet par l'Institut cubain de recherche en économie et en sciences sociales, et les paramètres seront suivis pendant toute la durée du projet.
34. **Gestion du crédit:** Le projet se donne pour ambition de confier 30 postes sur les 36 prévus (83 pour cent) à des femmes d'ici à 1999. Actuellement, 18 postes (50 pour cent) sont occupés par des femmes. Ces femmes seront formées en priorité à la gestion du crédit.
35. **Agriculture:** Les données fournies par la Fédération des femmes cubaines (FMC) montrent que le pourcentage des femmes employées dans le secteur agricole se situe entre 11 et 23,5 pour cent dans les six municipalités du projet. Le projet vise à doubler le nombre des femmes qui tirent un revenu d'activités agricoles, comme suit:
- a) développement des activités horticoles et de l'élevage laitier pour les femmes;
  - b) responsabilité des pépinières forestières sur les exploitations laitières et les exploitations à vocation légumière/plantes racines et tubercules: i) collecte de semences; ii) conduite des pépinières; iii) plantation de jeunes plants; iv) soin et entretien des jeunes plants; v) collecte du bois de feu; vi) usages domestiques des produits forestiers;
  - c) responsabilité, dans chaque municipalité, des jardins de "médecine verte", qui produiront les 18 variétés de plantes médicinales nécessaires aux usages pharmaceutiques.
36. **Gestion financière et administration des coopératives.** L'effectif des femmes, membres de coopératives, tel que calculé en novembre 1995 par la FMC à Granma, était de 812 dans les coopératives laitières et de 463 dans les coopératives de production agricole (un peu moins de 10 pour cent de l'effectif total des sociétaires de coopératives). Une solution culturellement acceptable pour accroître la participation des femmes consiste à leur offrir des stages pour les préparer aux fonctions de gestion administrative et financière. Le projet donnera la priorité aux femmes dans les formations à la comptabilité, à la gestion et à la commercialisation. L'objectif est de faire doubler la



participation féminine en trois ans.

---

## APPUI AU PROJET

37. Des plans de crédit agricole donnant de bons résultats, conçus par le FIDA, seront appliqués. Le FIDA négocie actuellement son retour à Cuba après qu'un manque à rembourser du gouvernement aura été régularisé. L'UNICEF appuiera l'approvisionnement en eau potable par aqueducs et réservoirs dans les petites communautés rurales. Une coopération sera aussi engagée avec l'UNICEF et l'UNESCO pour réaliser des émissions de télévision visant la formation des agriculteurs. Un projet FAO, au titre du PCT, a été proposé et discuté avec les représentants de cette organisation à Cuba, et un mandat a été établi. L'OMS apportera un concours aux activités de santé animale du projet, et l'OIT s'est déclaré, par écrit, intéressée; elle a l'intention d'appuyer l'élément de formation à l'action coopérative dans le cadre d'un projet financé par DANIDA et le PNUD.
38. La participation d'ONG au projet a fait l'objet de négociations. Une sélection d'ONG a été faite, en fonction de leurs compétences techniques: pour la formation coopérative a) FUNDESCOP, une ONG espagnole de développement coopératif, a été retenue; le directeur de FUNDESCOP dans le pays a été sollicité, et les modalités de coopération sont à l'étude; b) ACC, Association coopérative canadienne; c) l'Association coopérative suédoise; d) Desjardins Québec sera sollicitée pour des services de conseil en matière de budgétisation agricole, de gestion des exploitations et de gestion des petites entreprises, adaptées aux spécificités de Cuba. Les ONG du secteur coopératif sont mandatées par le gouvernement pour collaborer sous les auspices de l'Association des petits agriculteurs (ANAP).

## Articles non alimentaires

39. Au cours de l'examen préalable, il est apparu que des articles non alimentaires, dont l'approvisionnement par les voies normales est particulièrement difficile à Cuba et qui ne font pas partie des assortiments prévus pour le crédit, seront nécessaires. Une liste sera arrêtée chaque année en fonction des ressources dont disposera le PAM.

## Suivi et évaluation

40. L'Institut cubain de recherche en sciences économiques et sociales sera chargé d'établir des programmes de suivi. Des statistiques, ventilées par sexe, y compris sur le nombre de femmes chefs de famille, seront établies et intégrées dans le système de suivi une fois signé le plan d'opérations.
41. Des indicateurs clefs (voir Annexe III) ont été définis par la mission d'examen préalable pour effectuer le suivi dans chacun des secteurs ci-après: eau (irrigation et drainage), production agricole, crédit, formation et coopératives. Ces indicateurs permettront de mesurer l'avancement du projet dans les rapports qui seront établis trimestriellement à l'intention du PAM, et serviront à fonder le rapport du Bureau de pays, qui sera adressé au siège, à Rome, chaque semestre. Des données détaillées à jour sur la monétisation y seront jointes, comme il est demandé à tous les bureaux de pays du



PAM. L'élément de crédit sera suivi grâce au système informatisé dans chacune des huit agences municipales de la BNC. Le programme sera harmonisé pour répondre aux besoins tant de la BNC que du projet.

42. Des stages seront organisés pour former les opérateurs informatiques de la BNC. En outre, le projet Cuba 4391, à Las Tunas, a élaboré un programme informatique qui permet de représenter, en 21 tableaux, le détail des effets et du fonctionnement du projet. Cette base de données sera adaptée pour suivre les éléments élevage et production laitière du nouveau projet Cuba 5686. Ainsi, l'expérience acquise et le travail déjà fait seront mis à profit. Enfin, des experts techniques de la FAO et de l'OIT effectueront chaque année une série de visites, et établiront un rapport de synthèse sur l'avancement du projet, qui sera examiné avant qu'ils ne repartent pour que leurs recommandations puissent être mises en pratique au mieux. Un budget de 100 000 dollars a été réservé par le PAM pour appuyer les activités de suivi.

---

## **FAISABILITE ET DURABILITE DU PROJET**

### **Faisabilité technique**

43. La mission d'examen préalable a jugé que les ouvrages d'irrigation et de drainage proposés pour aménager 7 250 hectares étaient techniquement adaptés et réalisables pendant la durée du projet. L'expérience et les moyens humains de l'Institut des irrigations et du drainage (IID) ont été trouvés pleinement satisfaisants.
44. La mission a jugé que les gains de rendement escomptés étaient techniquement réalisables dans la durée du projet, vu les meilleures disponibilités en eau sur la superficie visée, qui permettraient une double campagne, et moyennant un choix attentif des sols maintenus en agriculture pluviale. L'application des ensembles techniques prévus (foresterie intégrée, élevage, et pratiques agricoles éprouvées mises au point dans les stations expérimentales de Cuba) sur les exploitations a été approuvée. Différentes associations techniques en systèmes mixtes et intégrés ont été définies pour différents types de sols et divers régimes de précipitations afin d'obtenir la souplesse maximale pour une dépense minimale. Le secteur de l'élevage sera renforcé par un meilleur accès à l'eau, des réserves de produits protéiques d'affouragement, et par l'amélioration génétique du cheptel.
45. Le succès de l'élément crédit sera fonction non seulement de la disponibilité de fonds à prêter à des conditions raisonnables, mais aussi de la garantie par le gouvernement de l'accessibilité de moyens de production (intrants) pour les agriculteurs, sans délais inutiles. Le MINAG, au plus haut niveau, a endossé cet engagement à concurrence de 35 pour cent, en monnaie convertible.



## Viabilité économique

46. Les ensembles techniques visant la production de lait et de viande ont été adaptés pour les besoins des agriculteurs indépendants (cinq vaches), les coopératives CCS (15 vaches) et les coopératives UBPC (60 vaches). Ils prévoient notamment une production fourragère accrue, un meilleur accès à l'eau, la plantation d'arbres pour l'ombrage et les matériaux de clôture, et une meilleure fécondité des bêtes avec soins vétérinaires et amélioration génétique. Le crédit à la production nécessaire a été évalué à 8,40 millions de pesos cubains provenant de la contribution du PAM, le taux de rendement interne devant être de 14 pour cent, pour un rapport coûts-avantages de 1,20.
47. Les prestations de crédit à la production vivrière intégrée absorberont 7,70 millions de pesos cubains, provenant de la contribution du PAM. Le taux de rendement interne est estimé à 17 pour cent, et le rapport coûts-avantages à 1,24. Les calculs détaillés sont disponibles. Ces deux ensembles de prestations sont rendus opérationnels par l'investissement à fonds perdus de 13,16 millions de pesos cubains consenti par le Gouvernement cubain pour les aménagements hydrauliques. Une redevance d'irrigation sera perçue par la suite pour entretenir durablement les ouvrages.

## Viabilité sociale

48. Les conditions relatives aux droits fonciers sont bien définies, de telle sorte qu'il ne devrait pas se poser de problème sur les 111 415 hectares concernés par le projet. Il n'y a par ailleurs aucun litige foncier dans la province. Les nouveaux systèmes agricoles ont été mis à l'essai dans quelques localités. Leur viabilité sociale a été démontrée à petite échelle.

---

## RISQUES

### Environnement

49. Une forte salinité des sols n'affecte que deux pour cent de la superficie intéressée par le projet. Tous les aménagements d'irrigation seront doublés par des ouvrages de drainage pour prévenir la salinisation des sols. La salinité de l'eau, de toutes provenances, sera soigneusement contrôlée pour assurer la qualité de l'eau. La plantation d'arbres remédiera au déboisement, et assurera une protection contre l'érosion dans les bassins versants, sur les berges, les exploitations et les pâturages.

### Fixation du prix des intrants

50. Les prix de la plupart des intrants agricoles sont fixés à l'échelon central; mais progressivement les intrants pourraient être vendus par l'intermédiaire de coopératives. Cette libéralisation devrait toutefois assurer le maintien du pouvoir d'achat du fonds en pesos cubains.



## Commercialisation

51. Il est escompté que les marchés agro-industriels expérimentaux "libres" sur lesquels les agriculteurs écoulent leurs excédents continueront de se développer. Il existe toutefois un risque que la politique change et que le marché libre ne se développe pas au rythme escompté. Le gouvernement a, jusqu'ici, pleinement appuyé cette expérience.

## EFFETS DISSUASIFS, PERTURBATION DES MARCHES ET DEPENDANCE

52. Cuba importe actuellement 50 pour cent des produits alimentaires qu'elle consomme. Elle est importatrice nette des cinq produits que le PAM fournira au titre du projet, à savoir blé, riz, lait écrémé en poudre, beurre émulsionné et matières grasses, aux échelons tant national que provincial et municipal. Le lait écrémé en poudre, le beurre émulsionné et les matières grasses seront utilisés exclusivement pour la production laitière. Les objectifs immédiats du projet sont notamment d'accroître la production laitière pour réduire la dépendance vis-à-vis des importations. L'autre objectif immédiat, à savoir accroître la production vivrière, contribuera à réduire la dépendance vis-à-vis des importations de céréales, et de vivres en général.

## COÛTS DU PROJET

53. Les coûts du projet se ventilent comme suit:

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne	Valeur (dollars)
<b>COÛTS POUR LE PAM</b>			
<b>A. Coûts directs opérationnels</b>			
Produits <sup>1</sup>			
– Blé	15 000	193	2 895 000
– Riz	6 900	290	2 001 000
– Lait écrémé en poudre	3 000	1 900	5 700 000
– Matières grasses	1 000	1 000	1 000 000
– Beurre émulsionné	1 000	1 900	1 900 000
<b>Total partiel, produits</b>	<b>26 900</b>		<b>13 496 000</b>
Transport maritime			1 409 000
Surveillance			14 090
<b>Total partiel, coûts directs opérationnels</b>			<b>1 423 090</b>
<b>B. Appui au projet-coûts directs</b>			
– Suivi et évaluation			100 000



<b>VENTILATION DES COÛTS DU PROJET</b>			
	<b>Quantité (tonnes)</b>	<b>Coût moyen par tonne</b>	<b>Valeur (dollars)</b>
<b>Total partiel appui au projet-coûts directs</b>			<b>100 000</b>
<b>Total coûts directs</b>			<b>15 019 090</b>
<b>C. Appui au projet-coûts indirects (14,5 pour cent du total des coûts directs)</b>			<b>2 177 768</b>
<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>			<b>17 196 858</b>
<b>COÛTS POUR LE GOUVERNEMENT</b>			
<b>Coût pour le gouvernement et crédit (PAM) (milliers)</b>			
<b>Elément</b>	<b>Gouvernement</b>	<b>PAM</b>	<b>Total</b>
- Réseau d'irrigation et de drainage	10 260 000	-	10 260 000
- Approvisionnement en eau pour l'élevage	2 900 000	-	2 900 000
- Crédit à la production vivrière	-	7 700 000	7 700 000
- Crédit à la production animale (viande et lait)	1 800 000	6 600 000	8 400 000
- Routes	2 700 000	-	2 700 000
- Plantations forestières	2 800 000	700 000	3 500 000
- Projets pilotes de recherche	1 250 000	-	1 250 000
- Infrastructure sociale	2 900 000	-	2 900 000
- Electrification (pompes solaires)	600 000	-	600 000
- Formation	1 000 000	-	1 000 000
- Suivi et évaluation	100 000	100 000	200 000
- Gestion du projet	250 000	-	250 000
- Gestion des prêts	320 000	-	320 000
- Eoliennes	390 000	-	390 000
- Provision pour imprévus	470 000	-	470 000
<b>Total</b>	<b>27 740 000</b>	<b>15 100 000</b>	<b>42 840 000</b>
<b>COÛT TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT</b>			<b>27 740 000</b>
<b>Financement extérieur (UNICEF, FAO, OPAS)</b>			<b>500 000</b>
<b>COÛT TOTAL DU PROJET (PAM et gouvernement)</b>			<b>45 436 850</b>
Coût total pour le PAM en pourcentage du coût total du projet: 37 pour cent.			

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités effectives à fournir au projet comme à tous les projets assistés par le PAM peuvent varier au cours du temps en fonction des disponibilités du PAM et du marché intérieur des pays bénéficiaires..



---

## **COORDINATION ET CONSULTATION**

54. L'idée de projet et l'avant-projet ont été communiqués pour examen technique aux organes spécialisés du système des Nations Unies, et notamment à la FAO, à l'OIT, à l'UNESCO et au Département de la coopération technique (DTCD) de l'ONU. Leurs observations, ainsi que les observations formulées par la FAO lors de la réunion de retour de mission d'examen préalable, ont été prises en compte dans l'établissement du présent résumé de projet. Un consultant de l'OIT a pris part à la mission d'examen préalable, ainsi que des consultants spécialistes de l'irrigation, du drainage, des systèmes agricoles, de coopératives et du crédit, qui comptaient tous de nombreuses années d'expérience au service de la FAO, de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) et de l'OIT. Le résumé de projet a été soumis à la FAO, à l'OIT et à la DTCD pour examen technique final, et les observations qui pourront être faites seront prises en compte dans le plan d'opérations du projet. L'aval du Sous-Comité consultatif de l'écoulement des excédents (CSD) a été sollicité.

---

## **RECOMMANDATION DU DIRECTEUR EXECUTIF**

55. Le projet est recommandé à l'approbation du Conseil d'administration.



## ANNEXE I

Tableau 1(a)

<b>COOPERATIVES DU PROJET DE PRODUCTION ALIMENTAIRE DE GRANMA, PAR MUNICIPALITE<sup>1</sup> ET TYPE (au 31 décembre 1995)</b>						
Municipalité	UBPC		CPA		CCS	
	Viande/lait	Lég./Cult.	Viande/Lait	Lég./Cult.	Viande/Lait	Lég./Cult.
Cauto Cristo	5	-	1	5	7	12
Jiguani	10	5	4	5	7	22
Bayamo	23	4	11	18	13	21
Yara		7	1	5	6	13
Manzanillo	7	5	1	3	7	16
Niquero		6		1		6
<b>Total</b>	<b>45</b>	<b>27</b>	<b>18</b>	<b>37</b>	<b>40</b>	<b>90</b>

<sup>1</sup> Le projet permettra une certaine participation hors ces municipalités primaires.

Tableau 1(b)

<b>PETITS AGRICULTEURS PRIVÉS, PAR MUNICIPALITE</b>		
Municipalité	Membres	Superficie (Cab) <sup>1</sup>
Cauto Cristo	552	33,4
Jiguani	690	44,8
Bayamo	1 304	595,1
Yara	569	313,6
Manzanillo	400	198,4
Niquero	476	31,0
<b>Total</b>	<b>3 991</b>	<b>1 216,3</b>

<sup>1</sup> Caballería = 13,42 hectares.



Tableau 2

## ANNEXE I - suite

<b>SUPERFICIE ET NOMBRE DE MEMBRES DES COOPERATIVES PARTICIPANT AU PROJET CUBA 5686</b>
---

Municipalité	UBPC				CPA				CCS			
	Lait/Viande		Lég./Cult.		Lait/Viande		Lég./Cult.		Lait/Viande		Lég./Cult.	
	Superf.(Cab)(2)	Membres	Superf.(Cab)	Membres	Superf.(Cab)	Membres	Superf.(Cab)	Membres	Superf.(Cab)	Membres	Superf.(Cab)	Membres
Cauto Cristo	825,1	660			53	36	91	204	44,1	420	17,9	382
Jiguani	1 108,1	1 165	84,8	196	91	83	25	63	34,3	436	48	869
Bayamo	2 374,7	2 293	54,6	250	198,6	158	66	87	98,3	780	58	265
Yara			150,8	817	38,6	24	8	277	18,5	360	29	848
Manzanillo	1 018	838	166,8	679	16,4	14	49,2	121	61	164	51,1	92
Niquero			165,6	766			6	25			34,4	114
<b>Total</b>	<b>5 325,9</b>	<b>4 956</b>	<b>622,6</b>	<b>2 708</b>	<b>397,6</b>	<b>315</b>	<b>245,2</b>	<b>777</b>	<b>256,2</b>	<b>2 160</b>	<b>238,4</b>	<b>2 570</b>

<sup>1</sup> Caballería = 13,42 hectares.



## ANNEXE II

## VALEURS D'OBJECTIF POUR LES ACCROISSEMENTS DE PRODUCTION (en milliers)

	Année de référence	1997	1998	1999	2000
Légumes	15	23,8	30,7	32,1	45,4
plantes racines et tubercules (plantains/patate douce)	53,5	97,2	119,6	140,7	159,1
Haricots/céréales		0,59	0,71	0,87	1,08
(maïs)	5,6	6,4	8,2	9,9	10
Lait (millions de litres)	44	55,2	62,6	70,7	80
Viande (tonnes)	12,2	15,6	16,9	18,5	19,5



**ANNEXE III**

---

**INDICATEURS PROPOSES POUR LE SUIVI****Production de plantes racines et de légumes**

- a) Semences fournies
- b) Engrais/pesticides utilisés
- c) Hectaresensemencés/plantés
- d) Rendements obtenus
- e) Approvisionnement des offices de commercialisation
- f) Approvisionnement du marché agro-industriel libre
- g) Hectares irrigués (nouvelles stations de pompage)
- h) Journées de formation reçues dans le cadre des prestations de services agricoles

**Production de maïs et de haricots (par unité agricole)**

- i) Hectares irrigués (stations de pompage)
- j) Semences fournies
- k) Engrais/pesticides utilisés
- l) Outillage mis à disposition
- m) Hectaresensemencés/plantés
- n) Rendements obtenus



- o) Approvisionnement des offices de commercialisation
- p) Approvisionnement du marché agro-industriel libre
- q) Journées de formation reçues dans le cadre des prestations de services agricoles

## **Production laitière**

- r) Production par vache et par jour (litres)
- s) Laiteries construites
- t) Accroissement du cheptel laitier
- u) Quantités de lait livrées aux laiteries et distribuées directement
- v) Journées de formation reçues dans le cadre des prestations de services à la production laitière

## **Production de viande**

- w) Accroissement du cheptel (têtes de bétail)
- x) Ensemencement en fourrage
- y) Accroissement des disponibilités en eau (éoliennes, barrages, digues, trous d'eau)
- z) Viande commercialisée (kilogrammes)
- aa) Journées de formation reçues dans le cadre des prestations de services à la production de viande

## **Secteur du crédit**

- bb) Prêts accordés, par trimestre
- cc) Bénéficiaires de prêts, par trimestre et par sexe
- dd) Secteur du crédit, par trimestre
- ee) Conditions de remboursement, par trimestre
- ff) Utilisation du fonds en monnaie convertible, par trimestre



- gg) Nombre de prêts de longue/courte durée accordés
- hh) Taux de remboursement/défaillances
- ii) Journées de formation reçues dans le domaine du crédit

5686f.2d ms

29/08/00 4:27A8/P8

